

1948: qui est responsable de l'exode des Arabes palestiniens?

Préparer les débats en ligne

Ressources préparatoires :

-Vidéo : Débat n°1- qui est responsable de l'exode des arabes palestiniens lors de la première guerre israélo-arabe (1948-49) <https://www.parallelhistorie.org.uk/le-conflit-israelo-palestinien>

-Sources : l'ensemble des documents nécessaires au débat sont proposés ci-dessous.

Le débat:

-Chaque orateur ou oratrice prépare un discours argumenté d'1 à 2 minutes, défendant le point de vue étudié. Chaque orateur ou oratrice doit baser son argumentaire sur un des documents proposés, au minimum.

-Les orateurs et oratrices de chaque camp prendront tour à tour la parole, sans être interrompu.

-Le 4^{ème} orateur.trice proposera une conclusion d'1 à 2 minutes à l'issue de ce premier tour.

Jury:

-A la fin du débat, les enseignants.tes proposeront un retour pour l'ensemble des orateurs et oratrices.

-Ces retours porteront sur le contenu des arguments avancés, notamment sur l'exploitation des documents, et sur la qualité de prestation orale (ton, rythme etc..)

-Parallel Histories se chargera d'animer et modérer les débats.

Conseils et astuces pour réussir son débat:

-Préparer vos discours sous la forme de notes rédigées sous une forme télégraphique, en privilégiant les tirets par exemple. Vos propos seront d'autant plus persuasifs que vous regarderez davantage la caméra que vos notes.

-Plus vous faites référence explicitement à vos sources, plus votre argument sera convaincant.



1948: qui est responsable de l'exode des Arabes palestiniens?

-Pensez à jouer avec votre timbre de voix, avec les intonations, les silences...vous capterez davantage votre auditoire.

-Faites preuve d'esprit critique à l'égard du contenu des sources proposées et de leur contexte de production. Ainsi, demandez vous systématiquement pourquoi cet article a-t-il été rédigé ou cette carte réalisée ? Est-ce que la contextualisation des sources peut être un atout pour votre argumentation ?

Préparer et mener les débats:

-Chaque équipe aura préparé deux sujets de débat. Nous attendons des écoles qu'elles coordonnent cette préparation, mais Parallel Histories peut organiser des ateliers de préparation en ligne si vous en faites la demande.

-Les élèves pourront trouver tout le matériel de recherche et les instructions dont ils ont besoin dans les kits de préparation.

-Pour les élèves désireux de faire des recherches plus approfondies, il existe d'autres documents sur le site internet Parallel Histories et les enseignants peuvent choisir d'utiliser ce matériel avant ou après les débats.

-Instructions techniques : les débats ont lieu via Zoom. Parallel Histories enverra les instructions de connexion aux enseignants pour qu'ils puissent les envoyer à leurs élèves.

-Les équipes ne participant pas au débat en cours seront placés dans leur propre salle de sous-commission avec leur professeur, dans l'attente de leur passage.

1948: qui est responsable de l'exode des Arabes palestiniens?

Le récit israélien

1. La création d'Israël ne repose pas sur des critères uniquement religieux mais aussi historiques. Les royaumes d'Israël puis de Judée furent les berceaux des Juifs il y a de cela 3000 ans au moins. Suite à la Déclaration Balfour et après la Première guerre mondiale, la Société des Nations donne mandat au Royaume Uni et encourage la création d'un foyer national juif en Palestine sur la base des liens historiques qui lient le peuple juif à cette terre. Les revendications sionistes en Palestine sont donc légitimées par l'histoire et la communauté internationale.
2. Les dirigeants arabes ont rejeté le plan de partition de l'ONU pourtant voté à la majorité de ses Etats membres. De fait le droit à l'autodétermination des Juifs, pourtant reconnu par la majeure partie des pays du monde fut nié par les Etats arabes. Les arabes palestiniens n'ont pas attendu passivement l'aide des Etats arabes pour semer la terreur au sein de la population juive en perpétrant des attentats meurtriers. Les dirigeants sionistes puis Israéliens (après la déclaration d'indépendance en mai 1948) furent alors contraints de livrer une guerre qu'ils n'ont pas déclenchée.
3. Les Israéliens ont été contraints à la guerre, motivés par la volonté de survivre. Cette guerre était alors une question de vie ou de mort pour une population composée notamment de réfugiés de la Seconde guerre mondiale, sans autre foyer national. Elle fut particulièrement meurtrière puisqu'1% de la population juive du nouvel Etat périt lors du conflit. L'existence d'Israël n'est donc pas une compensation des pays occidentaux pour les crimes commis par l'Allemagne nazie et ses alliés lors de la Seconde guerre mondiale mais le fruit d'une liberté chèrement acquise.
4. La volonté de constituer un espace homogène en expulsant les populations arabes s'explique par la peur des populations juives d'être anéanties par les armées arabes. L'exode palestinien n'est pas le produit d'un ordre unique et intemporel d'expulsion. Il est le résultat de multiples situations politiques et militaires qui varient en fonction de l'évolution de la guerre. Les populations palestiniennes, comme dans toute guerre, fuient d'abord les combats. Dans le contexte de la guerre, il n'était pas concevable que l'État d'Israël ouvre ses frontières aux réfugiés qui avaient quitté leur foyer dans l'espoir et l'attente que les Juifs seraient chassés de la région.
5. Le nouvel Etat juif, Etat de droit et démocratique, s'engageait dès sa déclaration d'indépendance le 14 mai 1948 à accorder une citoyenneté égale aux citoyens arabes et leur intégration dans les institutions politiques du pays. Il proclamait sa volonté d'aboutir à la réconciliation et la paix avec les Etats arabes voisins qui l'attaquèrent pourtant dès le lendemain. Enfin, un nombre de Juifs équivalent à celui des réfugiés palestiniens furent contraint de partir des Etats arabes notamment suite de la création de l'Etat d'Israël, sans que cela ne fasse l'objet d'une résolution des Nations-Unies pour exiger leur droit au retour.

PLAN DES GALERIES

introduction

L'aube de la civilisation

Chalcolithique

Le pays de Canaan

Israël et la Bible

Grecs, Romains et Juifs



Israël et la Bible

Âge du fer 1200 - 332 avant notre ère

Le Royaume d'Israël (nord) était plus fort et plus prospère et avait développé des liens commerciaux étendus avec les pays qui l'entouraient. Attestant de ces liens est une petite **incrustation d'ivoire sculpté**, montrant un sphinx qui marche, trouvé dans la capitale du royaume, Samarie, qui a été utilisé comme décoration de meubles dans le palais.

Des inscriptions royales et des sceaux sont exposés dans les galeries, portant les noms des rois Ahaziyahu, Uzziah et Hezekiah - de Juda, et Jehoram, Jeroboam et Menahem - des rois d'Israël. Ceux-ci offrent de rares preuves archéologiques à l'existence de ces rois, dont les noms sont répertoriés dans la Bible. En 722 avant notre ère, l'Empire assyrien entreprit de grandes campagnes militaires qui provoquèrent la fin du Royaume d'Israël. Le royaume de Juda a réussi à rester indépendant, mais 130 ans plus tard, le roi babylonien Nabuchodonosor a envoyé son armée pour prendre le contrôle de la rebelle Juda. Jérusalem a été dévastée, le temple a été incendié et une grande partie de la population de Juda a été exilée à Babylone. C'est à cette période dramatique que la Bénédiction sacerdotale, la plus ancienne copie d'un texte biblique jamais trouvée, est datée, incisée **les amulettes en argent**.

Moins de cinquante ans après l'exil, Cyrus, roi de Perse, a conquis Babylone et a permis aux exilés judaïtes de retourner dans leur patrie et de reconstruire leur temple. Sous la domination perse, Juda est devenue une province, connue sous le nom de Yehud, et elle a continué jusqu'à ce qu'elle soit à nouveau conquise, cette fois par Alexandre le Grand en 332 avant notre ère. Les sceaux et les **pièces** dans la galerie portent le nom officiel de Yehud.

 Dr. Eran Arie, Frieder Burda Conservateur de l'âge du fer et des périodes perses

« Israël et la Bible (Âge de Fer 1200 / 332 avant JC) » - Section archéologique dédiée aux royaumes d'Israël et de Juda - Musée d'Israël (traduction fournie)

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

MANDAT POUR LA PALESTINE

Le Conseil de la Société des Nations :

Considérant que les Principales Puissances Alliées sont d'accord en vue de donner effet aux dispositions de l'article 22 du Pacte de la Société des Nations, pour confier à un Mandataire choisi par les dites Puissances l'administration du territoire de la Palestine, qui faisait autrefois partie de l'Empire ottoman, dans des frontières à fixer par les dites Puissances ;

Considérant que les Principales Puissances Alliées ont, en outre, convenu que le Mandataire serait responsable de la mise à exécution de la déclaration originairement faite le 2 novembre 1917 par le Gouvernement britannique et adoptée par les dites Puissances, en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, étant bien entendu que rien ne sera fait qui puisse porter préjudice aux droits civils et religieux des communautés non juives en Palestine, non plus qu'aux droits et au statut politique dont jouissent les Juifs dans tout autre pays :

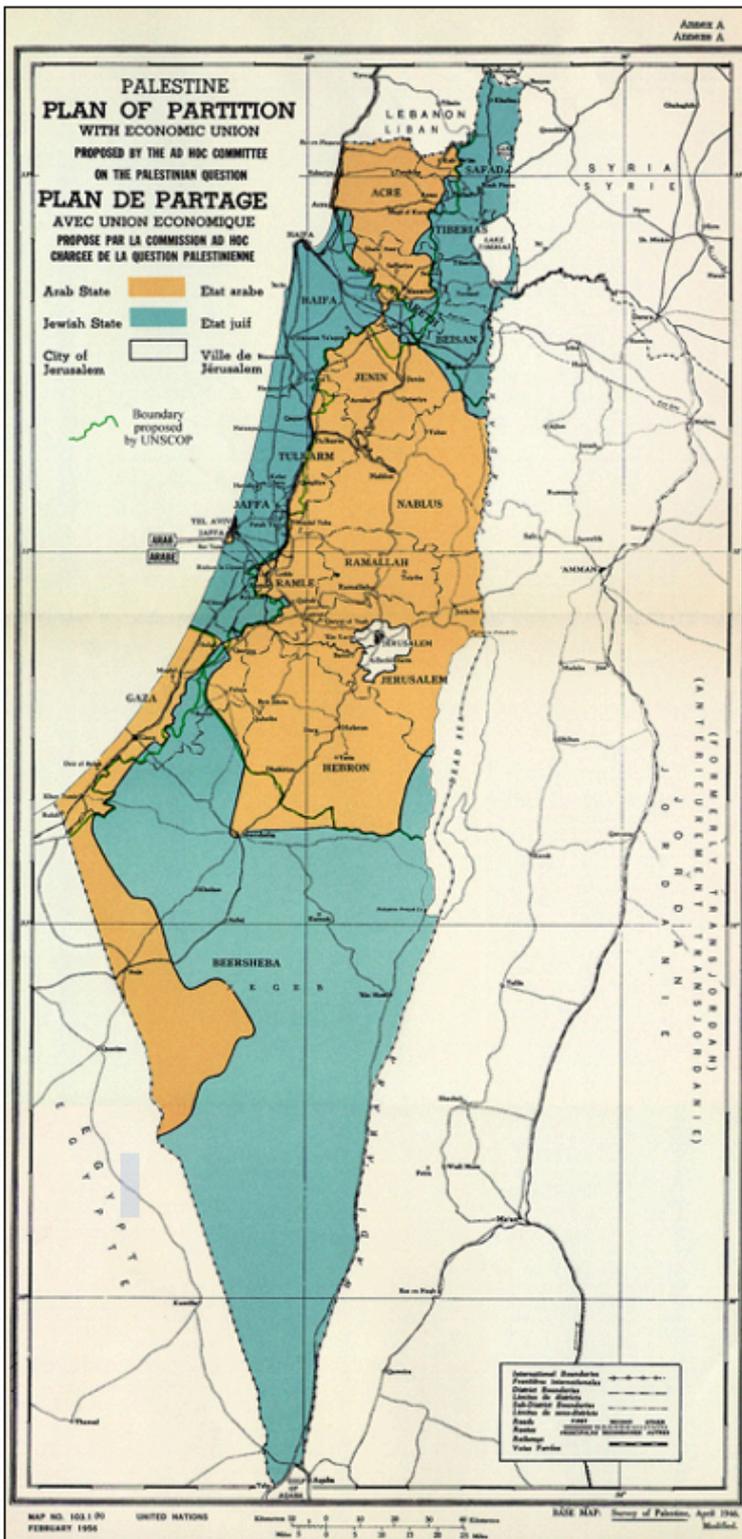
Considérant que cette déclaration comporte la reconnaissance des liens historiques du peuple juif avec la Palestine et des raisons de la reconstitution de son foyer national en ce pays ;

Considérant que les Puissances Alliées ont choisi Sa Majesté Britannique comme Mandataire pour la Palestine ;

Préambule de la Charte du Mandat britannique sur la Palestine, 1922 - Société des Nations- Organisation des Nations-Unies



Attentat à la voiture piégée à Jérusalem le 22 février 1948, organisé par les hommes du leader palestinien Hajj Amin al-Husseini. Il causa la mort de 53 civils Juifs et 123 blessés. Auteur inconnu. Wikipedia, article sur la guerre civile en Palestine mandataire (1947-1948).



« Le plan de partition fut finalement voté le 29 novembre 1947. Il reçut 33 voix pour et 13 contre avec 10 abstentions :

Pour: Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Danemark, République dominicaine, Équateur, France, Guatemala, Haïti, Islande, Libéria, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Suède, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union sud-africaine, Union des Républiques socialistes soviétiques, États-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela.

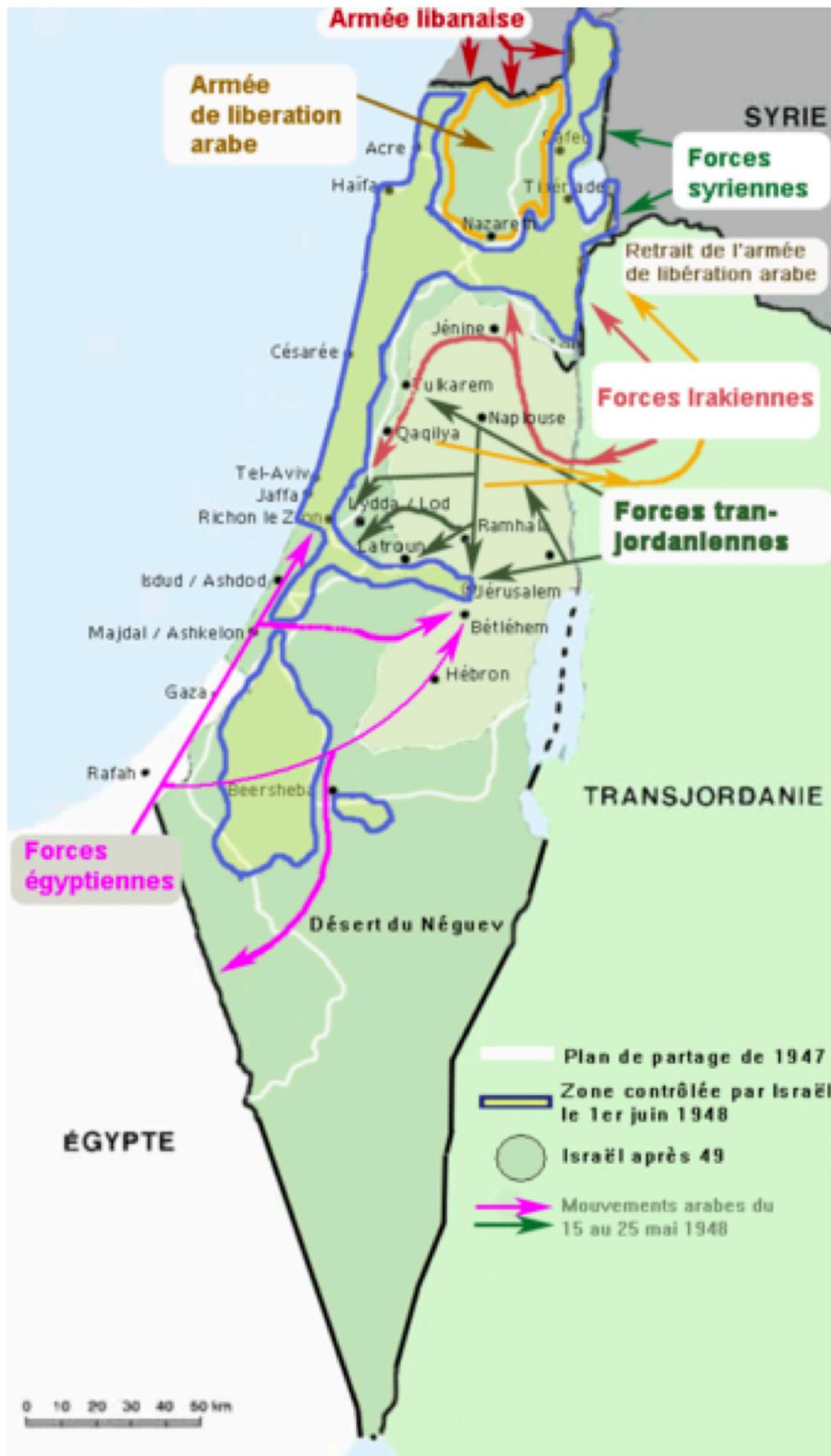
Contre: Afghanistan, Cuba, Égypte, Grèce, Inde, Iran, Iraq, Liban, Pakistan, Arabie saoudite, Syrie, Turquie, Yémen.

Se sont abstenus: Argentine, Chili, Chine, Colombie, El Salvador, Éthiopie, Honduras, Royaume-Uni, Mexique, Yougoslavie.

Les États arabes, ainsi que plusieurs autres, ont déclaré qu'ils ne se considéraient pas liés par la recommandation de l'Assemblée générale car ils la considéraient contraire à la Charte des Nations Unies. »

A gauche : plan de partition de la Palestine mandataire prévu voté par l'Assemblée Générale des Nations Unies à l'occasion de la résolution 181, le 27 novembre 1947

A droite : le résultat du vote de la résolution 181 de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Extrait des enregistrements officiels de l'Assemblée Générale des Nations Unies en séance plénière, volume II, 124^{ème} rencontre, p131, consultable sur le site du Système d'information des Nations Unies sur la question de la Palestine (UNISPAL) www.unispal.un.org



Situation militaire en Palestine au 1er juin 1948, par Christophe Cagé en 2008.

Wikipedia, article sur le conflit israélo-arabe (1948-1949)

« Si Israël meurt, il ne nous reste que la honte éternelle d'avoir laissé les mourir les survivants d'Auschwitz. Vladimir Jankélevitch ».

« Durant la première guerre israélo-arabe, l'avantage numérique et matériel initial dont disposent les coalisés arabes est annulé tant par leurs divergences que par l'énergie du désespoir déployée par le camp sioniste puis israélien. Ce dernier, gravement menacé en mai et juin, l'emporte finalement au terme d'une contre-offensive de juillet à décembre 1948. Les armistices de 1949 consacrent la possession d'un territoire plus vaste et plus cohérent que celui dévolu par l'ONU. Mais la guerre a coûté la vie à 6000 jeunes combattants (1% de la population juive), la Vieille Ville de Jérusalem (avec le mur des Lamentations) est perdue et les frontières restent difficiles à défendre ».

"Israël en guerre de survie", extrait de l'Atlas Géopolitique d'Israël de Frédéric Encel aux Editions Autrement, pp18-19.

« Pour les militaires [israéliens], constituer l'Etat, donc avoir une zone ethniquement homogène, est fonction de l'arrivée inévitable des armées arabes. Mais c'est l'exode des arabes palestiniens qui provoque l'arrivée des armées des Etats arabes. On peut donc estimer que le 15 mai 1948 vous avez deux peurs. Vous avez la peur des Juifs de Palestine, du foyer national, d'être anéantis par les armées arabes car ils sont militairement dispersés d'où le fait de constituer un espace homogène en chassant la population arabe mais c'est en chassant la population arabe qu'on force les Etats arabes à intervenir militairement le 15 mai donc l'un engendre l'autre.

Sur le second point, on pourra discuter éternellement des conditions de l'exode des Palestiniens compte tenu qu'il s'opère sur trois ans entre 1947-1948 jusqu'au début de 1950, - les dernières expulsions ont lieu au début de 1950- , donc vous avez des tas de situations différentes. Vous n'avez pas d'ordre unique d'expulsion mais des affaires qui ont lieu dans des contextes militaire différents avec une augmentation des expulsions à mesure que les victoires israéliennes deviennent définitives. [...] Que des populations civiles fuient le combat est d'une banalité affligeante. La France de mai-juin 1940 l'a connue. Le problème ce n'est pas que les gens partent, c'est l'interdiction du retour ».*

« Le plan de partage de la Palestine et la guerre civile palestinienne », 16ème épisode du cours "Les crises d'Orient : l'hégémonie britannique (1926-1956)" d'Henry Laurens, historien et professeur au Collège de France dans l'émission "Les cours du Collège de France " sur France Culture diffusée le 11 février 2019.

« Ce ne serait pas faire un acte de justice de rapatrier les arabes à Jaffa mais une folie. Ceux qui nous ont déclaré la guerre doivent en supporter le résultat après avoir essuyé une défaite ».

David Ben Gourion, Premier Ministre israélien de 1948 à 1963, Terre promise, trop promise : Genèse du conflit israélo-palestinien (1882-1948), de Nathan Weinstock, Ed. Odile Jacob, 2011, p. 379

L'ETAT D'ISRAEL est prêt à coopérer avec les organismes et représentants des Nations unies pour l'application de la résolution adoptée par l'Assemblée le 29 novembre 1947 et à prendre toutes les mesures pour réaliser l'union économique de toutes les parties du pays.

NOUS FAISONS APPEL aux Nations unies afin qu'elles aident le peuple juif à édifier son Etat et qu'elles admettent Israël dans la famille des nations.

Aux prises avec une brutale agression, NOUS INVITONS cependant les habitants arabes du pays à préserver les voies de la paix et à jouer leur rôle dans le développement de l'Etat sur la base d'une citoyenneté égale et complète et d'une juste représentation dans tous les organismes et les institutions de l'Etat, qu'ils soient provisoires ou permanents.

NOUS TENDONS la main de l'amitié, de la paix et du bon voisinage à tous les Etats qui nous entourent et à leurs peuples. Nous les invitons à coopérer avec la nation juive indépendante pour le bien commun de tous. L'Etat d'Israël est prêt à contribuer au progrès de l'ensemble du Moyen Orient.

Extrait de la déclaration d'indépendance d'Israël du 14 mai 1948, Ministère israélien des affaires étrangères

Source 10

« On assiste au départ de la quasi-totalité des Juifs du monde arabe. Sur les 900 000 ou 1million de Juifs qui y vivaient, il en reste 4000 aujourd'hui. On peut parler d'un véritable nettoyage ethnique par la peur. Il n'y a pas eu d'expulsion sauf en Egypte, mais une incitation au départ par la peur, par le chantage et les pressions. [...] On a tout fait pour les faire partir. Dans la majorité des cas, les Juifs ont vu leurs biens saisis par l'Etat [...]. Les trois quarts vont s'installer en Israël [...] les plus pauvres allaient en Israël et ont connu de graves problèmes d'intégration.

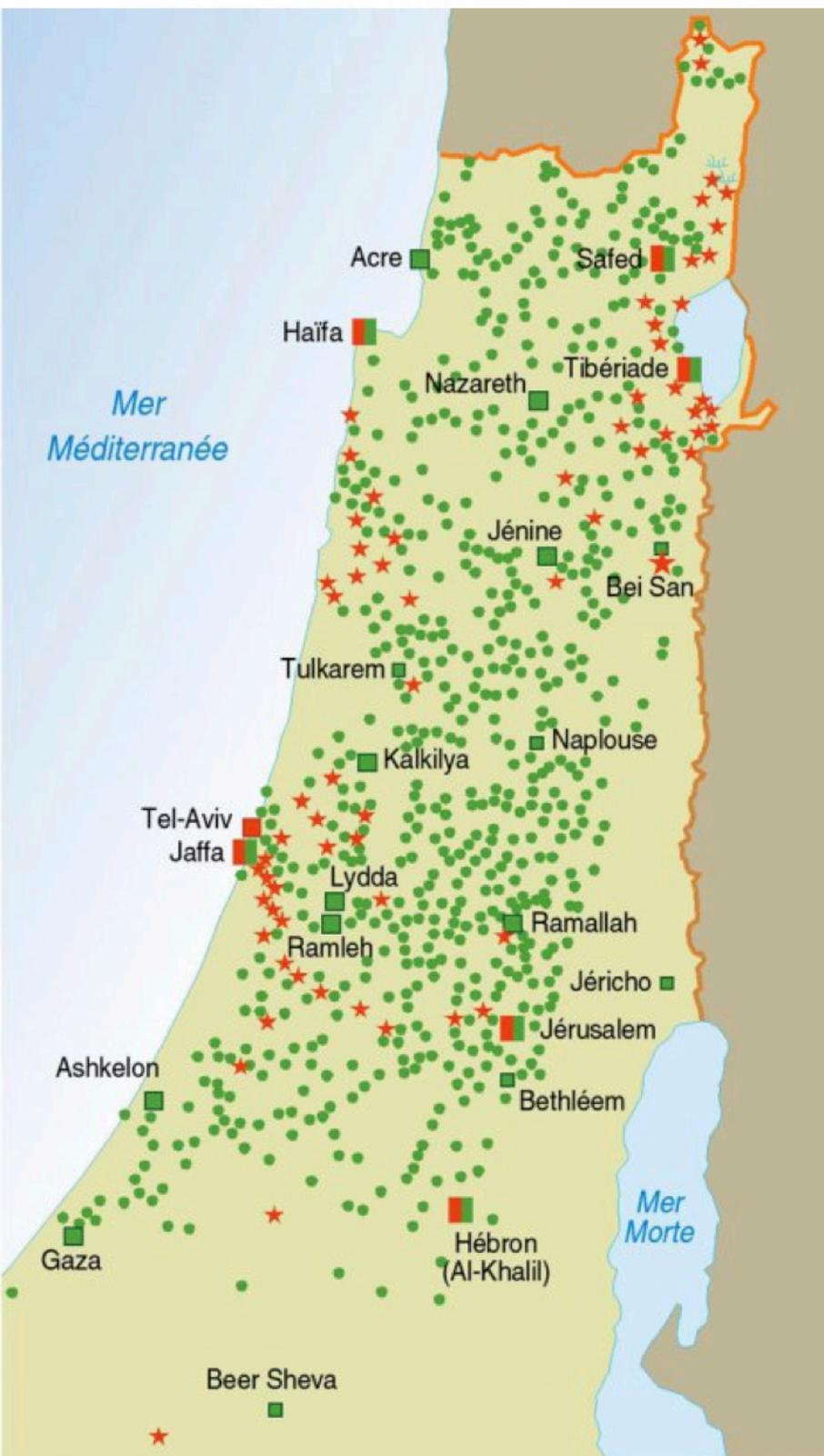
De manière très étonnante, les Israéliens ont fait profil bas sur la question, même s'ils ne l'ont pas totalement négligée. Ils ne l'ont pas utilisée dans les négociations pour réclamer des réparations pour les réfugiés juifs spoliés. Cela change aujourd'hui [...]. »

Extrait de l'interview de l'historien français Georges Bensoussan auteur de l'ouvrage "Juifs en pays arabes, le grand déracinement.1850-1975", Tallandier (2012) donné à Actualité juive, le 30 novembre 2015, à l'occasion de la commémoration annuelle en Israël de l'expulsion des Juifs des Etats arabes après la Seconde guerre mondiale.

1948: qui est responsable de l'exode des Arabes palestiniens?

Le récit palestinien

1. La dépossession forcée de la moitié de la population arabe de leurs foyers a été l'aboutissement des ambitions sionistes de fonder un Etat juif en Palestine, mises en œuvre dès la fin du XIXème siècle. Les dirigeants sionistes savaient que leur slogan "une terre sans peuple pour un peuple sans terre" était faux : l'immense majorité de la population était arabe. Ils ont alors utilisé une gamme de méthodes, notamment l'achat terres et l'établissement de colonies de population, au détriment des populations arabes locales.
2. En tant que puissance mandataire en Palestine, les Britanniques ont été le seul rempart contre l'immigration juive de masse après la Seconde Guerre mondiale. C'est pourquoi les sionistes ont mené une série d'attaques contre la présence britannique, accélérant leur volonté de retrait de Palestine. L'usage de la violence par les groupes armés sionistes fut récompensé puisque le plan de Partition voté en 1947 leur a donné la possibilité de créer un Etat juif sur la moitié des terres alors même que les Juifs étaient en minorité. Ce paradoxe a conduit à la guerre entre Israël et les Etats arabes voisins dans laquelle la moitié de la population palestinienne est devenue réfugiée.
3. Les dirigeants sionistes avaient prévu la survenance d'une guerre, contrairement aux dirigeants palestiniens. En effet, les Juifs formèrent et armèrent des forces paramilitaires prêtes à saisir et contrôler la terre du futur Etat juif, une fois les Britanniques partis. L'image de la faiblesse de l'Etat d'Israël face à l'invasion des armées arabes est largement un mythe. Les Israéliens prirent le dessus dans les combats dès la fin du printemps 1948 face à des armées arabes moins importantes en nombre et divisées.
4. En avril 1948, les dirigeants sionistes lancèrent le plan Daleth qui visait à prendre le contrôle des capacités militaires en déroute des Palestiniens et appelait à l'expulsion forcée des civils arabes qui résistaient à la domination militaire sioniste. Ce plan laissait aux troupes juives les coudées franches pour expulser les populations arabes. Pour les « nouveaux historiens » israéliens, la population arabe n'a pas fui : Israël est à l'origine de la *Nakba*, l'exil de la moitié de la population arabe de Palestine.
5. À la fin de la guerre, Israël a refusé d'accepter des accords de paix avec leurs voisins en raison de leur insistance pour que les réfugiés palestiniens aient le droit de rentrer chez eux. Malgré leur droit au retour conféré par la résolution 194 des Nations-Unies en 1949, des millions de Palestiniens vivent toujours au Liban, en Syrie et en Jordanie, ainsi que dans des camps de réfugiés semi-permanents en Cisjordanie. Les Israéliens, ont profité de leurs victoires militaires de 1949 puis de 1967 pour prendre le contrôle puis coloniser des territoires devant initialement revenir à l'Etat arabe prévu par la résolution 181 des Nations-Unies, minant la perspective d'un futur Etat palestinien viable.



Carte de l'occupation spatiale de la Palestine en 1920, à la veille du mandat britannique, par Philippe Rekaciewicz, dans l'article "Palestine : des archives aux cartes" de Dominique Vidal 08 novembre 2008, Visions Carto

- Villes et villages palestiniens
- ★ Villes et colonies juives
- Villes mixtes
- Mandat britannique après 1923



Le problème des terres en Palestine

Jacques Weulersse

Le Problème des Terres en Palestine

Le problème des terres en Palestine ne saurait se comprendre sans un bref historique. Si récent qu'il soit, en effet, il remonte, par ses origines, aux sources même du Sionisme. Ce n'est, à vrai dire, qu'un des aspects de ce dernier, mais un aspect essentiel : du jour où les Sionistes eurent décidé de reconstruire une nation Juive, sur la base naturelle de toutes les nations, c'est-à-dire de refaire une agriculture juive et une paysannerie juive, de ce jour commença la reconquête de la Terre Promise, avec comme conséquence inévitable le conflit permanent avec les populations indigènes — arabes en très grande part — qui occupaient le pays.

Le mouvement du retour à la Terre précéda même le mouvement sioniste proprement dit. A ses origines on trouve des initiatives françaises : c'est l'Alliance Israélite qui fonda, en 1870, la première école d'agriculture juive en Palestine : l'école de Miqveh Israël, aujourd'hui puissant établissement dans la banlieue même de Tell-Aviv.

C'est un juif français, le Baron E. de Rostchild, qui le premier se mit à acheter des terres, et à y établir des colonies juives agricoles : Petah Tiqwah (1878) et Richon le Sion (1880) qui comptent aujourd'hui, à elles deux, près de 10.000 habitants.

"Le problème des terres en Palestine", article de Jacques Weulersse, Bulletin de l'Association de géographes français, N°82, novembre 1934. pp. 118-122.

22 juillet 1946

Attentat de l'hôtel du Roi David

Le 22 juillet 1946, une explosion secoue l'hôtel du Roi David, à Jérusalem.

De cet hôtel, qui sert de quartier général à l'armée britannique, la Grande-Bretagne administre la Palestine avec, depuis 1922, un mandat de la Société des Nations (SDN). Cependant, pour ne pas envenimer ses relations avec le monde arabe, elle s'oppose à l'entrée sur le territoire de nouveaux immigrants juifs et en particulier de rescapés de la Shoah, malgré les protestations de Yishouv (nom hébraïque de l'Agence juive).

Présidée par David Ben Gourion, celle-ci fait office de gouvernement occulte du « Foyer national juif » mais sa modération lui vaut l'hostilité de Menahem Begin, lequel dirige l'Irgoun (nom hébraïque de l'armée secrète juive).

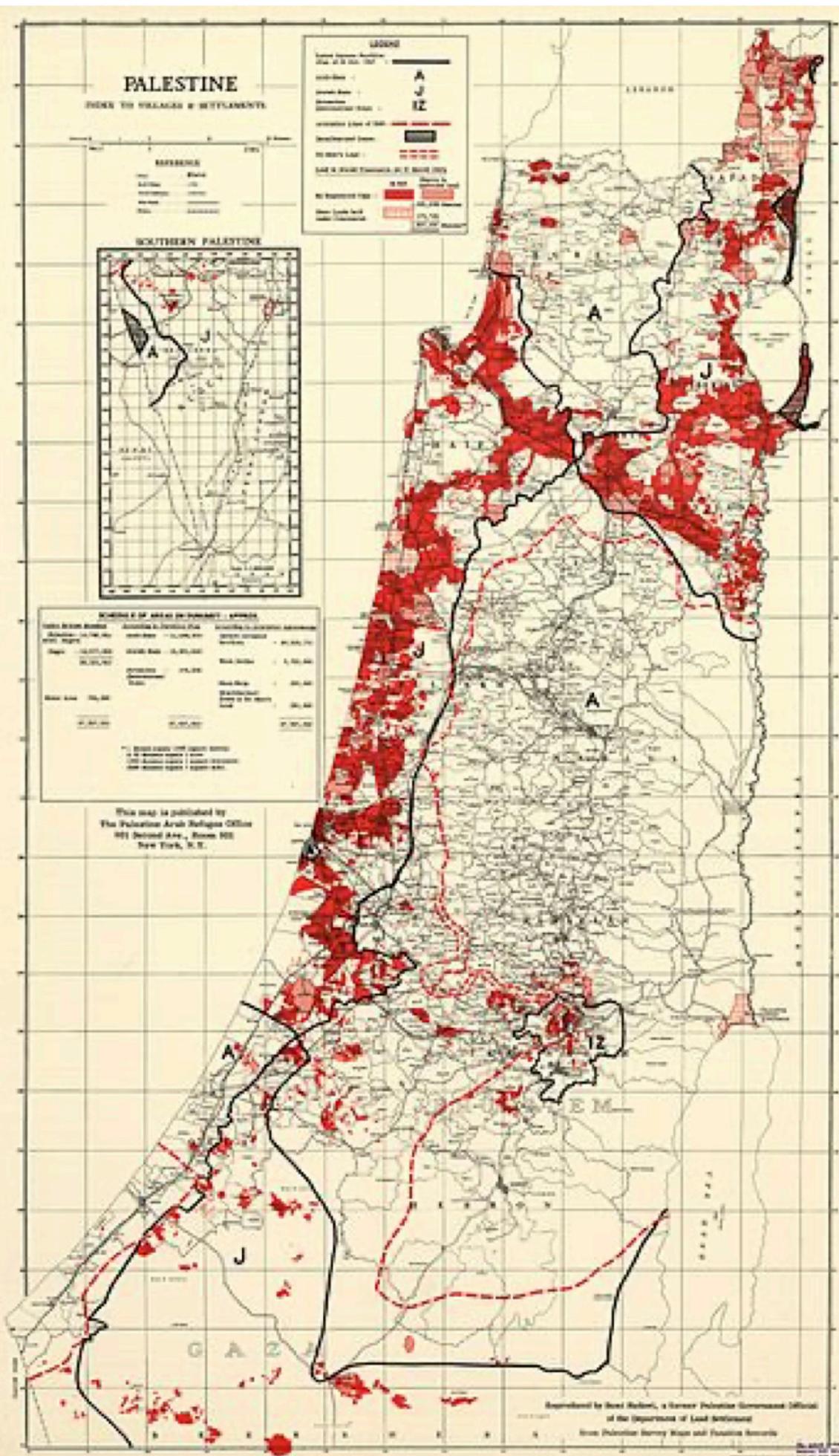
Le samedi 29 juin 1946, les Britanniques procèdent à une vague d'arrestations dans les bureaux de l'Agence juive. C'est pour l'Irgoun l'occasion de prendre l'initiative en venant au secours de sa rivale. L'organisation décide donc de faire sauter une aile du King David Hotel.

Quelques minutes avant l'explosion, vers 13 heures, un coup de fil prévient le réceptionniste de l'hôtel. Mais c'est trop tard pour une évacuation dans les règles. L'attentat fait 91 morts dont 25 Britanniques.

Sous le coup de l'émotion, l'opinion publique britannique pousse le gouvernement de Londres à se désengager au plus vite du borborygme palestinien. Lui-même ne supporte plus de mobiliser sur place 80 000 soldats. Il confie le dossier à l'ONU et la naissance d'Israël sera officialisée le 14 mai 1948.



"22 juillet 1946, attentat de l'hôtel du roi David" article d'André Larané, Hérodote le 26 mars 2020.



Index des villages et colonies juives de Palestine (en rouge) au 31 mars 1945. En noir les frontières prévues par le plan de partition des Nations-Unies en novembre 1947.

Carte réalisée par le *Palestine Arab Refugee Office*, Librairie du Congrès des Etats-Unis, e 21 août 2013.

- Contrairement à la légende dépeignant un frêle Etat juif à peine né et déjà confronté aux redoutables armées d'un puissant monde arabe, les « nouveaux historiens » établissent la supériorité croissante des forces juives (en effectifs, armement, entraînement, coordination, motivation...). Israël domine aussi stratégiquement, bénéficiant du soutien politique, diplomatique et militaire des Etats-Unis comme de l'Union soviétique. A quoi s'ajoute l'accord passé le 17 novembre 1947 par Golda Meïr avec le roi Abdallah de Transjordanie : la Légion de ce dernier, seule armée arabe digne ce nom, s'engageait à ne pas franchir les frontières du territoire alloué à l'Etat juif en échange de la possibilité d'annexer celui prévu pour l'Etat arabe ;

"Palestine : des archives aux cartes" de Dominique Vidal (extrait) , 08 novembre 2008, Visions Carto.

Source 6

« Décidées à établir un Etat juif en Palestine en **dépit** de l'opposition du camp arabe, les forces armées liées à la Haganah sont désormais capables de livrer des combats à grande échelle, avec des forces structurées en unités combattantes au sein du **PALMACH**. Elles sont appuyées par les CHISH, le corps de bataille et la défense territoriale, regroupant les combattants en unités locales, plus ou moins entraînées.

A côté de ces forces régulières, on trouve les forces de l'*Irgoun* et du *Lehi*, agissant sur des modes empruntant au terrorisme et à la guérilla.

En face, on trouve les forces arabes d'Abdel Qader al Hussein (al *jihad al muqadas*, « le saint jihad »), renforcées par des volontaires arabes (*jaysh al inqadh al 'arabi*, « armée du salut arabe »), dont l'équipement est financé par la Ligue arabe. Leur stratégie vise essentiellement à couper les lignes de communication entre les différentes implantations juives. »

« Rivalités mimétiques et Transformations militaires au Levant : une relecture du conflit israélo-arabe », BERGER Chloé, Thèse de doctorat en sciences politiques, février 2016, Université Panthéon Assas, pp 66-67.

 Menu

MEDIAPART

VEN. 24 AVR. 2020 - ÉDITION DU MATIN

LE JOURNAL

LE STUDIO

LE CLUB

DEPUIS 48 HEURES

LES BLOGS

LES ÉDITIONS

Il y a 70 ans, le Plan Daleth: la planification du nettoyage ethnique de la Palestine

9 MARS 2018 | PAR [AFPS ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ](#) | BLOG : [LE BLOG DE AFPS ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ](#)

COMMENTEZ | 3 RECOMMANDÉS | A+ A-

Fin 1947, quand les Nations unies recommandent la partition de la Palestine en un État juif et un État arabe, la Palestine est habitée par un tiers de Juifs et deux tiers d'Arabes palestiniens. Un an plus tard, 80 % de la population arabe palestinienne du territoire devenu israélien vit en exil dans des camps de réfugiés, plus de 500 villages et 11 quartiers de villes palestiniennes ont été détruits ou rasés. Ce nettoyage ethnique a été méticuleusement préparé tout particulièrement dans le Plan Daleth. En quelques mois, les dirigeants du mouvement sioniste ont organisé le « transfert » par la violence et l'intimidation de la population arabe palestinienne.

« Il y a 70 ans, le Plan Daleth: la planification du nettoyage ethnique de la Palestine » extrait du blog de l'association France Palestine Solidarité, 9 mars 2018, Mediapart.

Une nouvelle version de l'Histoire avec l'ouverture des archives israéliennes

Ce n'est qu'à la fin des années 1970 qu'une nouvelle historiographie remet en cause cette version israélienne de l'Histoire. Elle est menée par une génération qualifiée de "nouveaux historiens" israéliens, comme Benny Morris, Tom Segev ou Avi Shlaïm. Trente ans après la création de l'Etat d'Israël, ils ont enfin accès aux archives et ne trouvent aucun appel provenant des pays arabes, comme l'explique l'historien, Dominique Vidal.

“ En Israël, il y a une particularité : les archives commencent à s'ouvrir trente ans après les événements. C'est-à-dire qu'en 1978, on a commencé à ouvrir les archives de l'Etat et de l'armée sur la guerre de 1947-1949. Toute une génération d'historiens s'est jetée sur ces textes et ils en ont tiré comme leçon qu'il n'y a pas eu de fuite, de départ à l'appel de qui que ce soit. Il y a eu une expulsion massive dont le gros est dû à l'action des forces juives pendant la guerre.

Dominique Vidal

Comme la plupart de ces historiens israéliens sont sionistes, alors la société israélienne commence progressivement à accepter la responsabilité de l'Etat d'Israël dans l'exode palestinien. "Naturellement, au début, ce livre a été mieux reçu du côté palestinien que du côté israélien. Mais son point de vue est maintenant accepté par de plus en plus d'Israéliens. La version de la guerre qu'il dépeint a cessé d'être un tabou en Israël", note l'historien Ilan Pappé dans la préface de son livre *La guerre de 1948 en Palestine*. Si cette version est désormais majoritairement acceptée par la communauté des historiens en Israël, une partie de la classe politique continue, elle, de nier la "Nakba". "L'actuel gouvernement israélien est dans la négation de l'Histoire. Il n'y a pas eu de Nakba pour eux", affirme Jean-Paul Chagnollaud, président de l'institut de Recherche et d'Études Méditerranée Moyen-Orient (iReMMO).

« La Nakba, la « grande catastrophe » du peuple palestinien » (extrait), France Culture, par Maïwenn Bordron, le 15 mai 2018.



**Des manifestants marchant vers la barrière séparant Gaza d'Israël (archives). Un grand nombre de Palestiniens, en particulier de jeunes hommes, ont été tués et blessés lors de la « Grande marche du retour », a rappelé vendredi l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) dans un rapport publié un an après le début de ces manifestations à Gaza-
Source : ONU info, 29 mars 2019**



Le président palestinien Mahmoud Abbas , lors d'une réunion de la Ligue arabe, samedi 1^{er} février au Caire , présente la carte figurant dans la proposition de paix à deux Etats présentée mardi 28 janvier par Donald Trump. Une proposition qu'il rejette, Khaled Desouki pour l'AFP, La Croix.